

LA POSITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE OUVRIERE TCHEQUE ET DES SYNDICATS FACE A LA REFORME ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LES ANNEES 1960

Lenka Kalinová

En 1963, les dirigeants politiques de la Tchécoslovaquie, se décidèrent à mettre en route une réforme économique par peur d'une augmentation des tensions sociales dues à la crise économique. Dans la théorie et la pratique, cette réforme fut à l'origine de grandes transformations et soutenue par les travailleurs et les syndicats, bien qu'elle apportât avec elle son lot d'insécurité sociale dans le travail. Une réforme sociale et l'autorisation d'activités sociales contribuèrent à rendre acceptable la réforme. Pendant le «printemps de Pragues», les syndicats gagnèrent de nouveau en souveraineté et jouèrent un rôle de pionner en créant, sur les lieux de travail, des organes démocratiques. L'activité des conseils ouvriers nouvellement créés mit clairement en évidence qu'il ne s'agissait pas pour les travailleurs de défendre leurs intérêts personnels quotidiens mais d'imposer des conditions démocratiques dans la société et dans les entreprises. L'indépendance croissante des syndicats et l'influence des conseils ouvriers se heurtèrent cependant, surtout en août 1968, à la résistance de forces opposées à la réforme à l'intérieur du pays et à l'étranger.